



Avoir affaire au léviathan : la politique américaine au Moyen-Orient et l'Iran

Professeur Nader ENTESSAR *

« Avec une lourde dose de terreur et de violence, et beaucoup d'argent pour des projets, je pense que nous pouvons convaincre ces gens (les Irakiens) que nous sommes ici pour les aider »¹

« Ceci [l'invasion de l'Irak] n'est que le début ... je n'excluais pas le même scénario survenu en Irak, pour l'Iran et la Corée du Nord »²

« La notion que les Etats-Unis s'apprêtent à attaquer l'Iran est tout simplement ridicule. Et ayant affirmé cela, toutes les options sont ouvertes »³

« Il s'agit d'une grande erreur pour nous [les Etats-Unis] d'accorder quelque validité que ce soit au droit international même lorsque cela semblerait dans notre intérêt à court terme de ce faire – parce que, à la longue, le but de ceux qui pensent que le droit international veut vraiment dire quelque chose, sont ceux qui veulent limiter les Etats-Unis »⁴

« Les Etats-Unis promettent qu'il est et restera que la politique des Etats-Unis, de ne pas intervenir directement ou indirectement, politiquement ou militairement, dans les affaires internes de l'Iran »⁵

Dans les séquelles des attaques terroristes du 11 septembre 2001 et de l'invasion des Etats-Unis contre l'Irak, une nouvelle « grande stratégie » émerge pour guider la politique étrangère américaine dans le vingt et unième siècle.

Cette stratégie a été largement le produit d'un groupe de faucons néoconservateurs d'influence, ou, dans les paroles de James Mann, les « volcans » à l'intérieur et à l'extérieur de l'administration Bush.⁶ Avec leur insistance pour faire changer le régime. Les néoconservateurs ont esquissé des plans grandioses afin de tracer leur carte géostratégique du Moyen-Orient en vue d'établir l'hégémonie de Washington à long terme dans la région.

Tout comme l'a déjà noté Sherle Schwenninger, l'administration Bush a remplacé l'Europe et l'Asie de l'Est par le Moyen-Orient, en tant que « pivot de la géopolitique, la zone dans laquelle la forme de l'ordre mondial sera forgée. La Réforme du Moyen-Orient, surtout en apportant la démocratie aux nations arabes et islamiques de la région, donc, doit être la mission prioritaire américaine, puisque ce n'est qu'en remodelant ces sociétés que les Etats-Unis pourront se sentir en sécurité. »⁷ Ceci, de bien des manières, reflète un changement conséquent entre les priorités en politique étrangère d'avant le 11 septembre de George Bush et la préférence confessée de celui-ci pour l'approche « réaliste » traditionnelle dans les prises de décision en matière de politique étrangère. Quoique des néoconservateurs tels le Vice Président Dick Cheney et le Secrétaire de la défense Donald Rumsfeld étaient connus pour leur plaidoyer en faveur de politique étrangère musclée et la primauté de l'unilatéralisme, l'Administration Bush est restée prudente à propos d'impulsions interventionnistes, et les Etats-Unis devait « minimiser ses prétentions d'ingénieur social international. »⁸

La « Realpolitik » a vite cédé à une nouvelle grande stratégie dont les fondements, tout comme l'a observé John Lewis Gaddis, reposent dans la tradition américaine du dix-neuvième siècle d'hégémonie et d'unilatéralisme.⁹ Mais à la différence de sa manifestation du dix-neuvième siècle, la grande stratégie américaine d'interventionisme du vingt et unième siècle se destine à être globale en portée. L'expression « néoconservatisme » a été exploitée pour la première fois par feu Michael Harrington afin d'indiquer une philosophie évoluée par des démocrates libéraux tels Hubert Humphrey, Daniel Patrick Moynihan et Henry « Scoop » Jackson. Beaucoup de ces néoconservateurs anticommunistes se traitaient de « paléolibéraux » en vue de se distinguer des conservateurs généralement

sociopolitiques et économiques. Après la chute de l'Union soviétique et la dérive droitiste du Parti démocrate, beaucoup des paléolibéraux se sont ralliés au Conseil du Directoire Démocrate « centriste » émergeant. Tout comme Michael Lind, lui-même un ancien néoconservateur notoire, l'a noté avec justesse, les néoconservateurs d'aujourd'hui sont « les restes desséchés de la coalition néocoservatrice considérable originale. »¹⁰ Plusieurs des néoconservateurs dans l'administration de Bush jouissent du *Weltanschauung* straussien. C'est à dire, ils ont été soit directement formés par feu Léo Strauss qui enseignait la philosophie politique à l'Université de Chicago, ou sont devenus ses admirateurs par la suite. Les intérêts de Strauss étaient variés, mais ses disciples américains dans l'Administration de Bush méprisent la démocratie libérale, le droit international et les projets multilatéraux en matières de paix et de guerre. Selon Gerhard Spool, Strauss méprisait l'illumination (*Enlightenment*) et estimait que le libéralisme démocrate était intuitivement dangereux.¹¹ Quelle est la connection entre la philosophie politique straussienne et le fait que l'administration Bush a vendu la guerre d'Irak et d'autres guerres contre les restes des membres visés de « l'axe de Mal » ? Selon Shadia Drury, une critique académique de pointe de la philosophie straussienne, Léo Strauss fut un grand croyant en l'efficacité et en l'utilité de la déception en affaires politiques. Le soutien public pour la guerre d'Irak se fondait sur la désinformation que l'Irak présentait une menace imminente contre les Etats-Unis – les histoires d'armes de destruction massive et d'alliance fantaisistes entre al-Qaïda et le régime irakien sont une invention.¹²

Dans le cadre de la politique étrangère des Etats-Unis au Moyen Orient, les néoconservateurs se sont mis à dessiner un nouvel itinéraire pour la politique régionale de l'Amérique dans les séquelles immédiates de la première guerre du Golfe et la révolte chiite a échoué contre le régime de Saddam Hussein. En 1992, Paul Wolfowitz, Secrétaire adjoint à la défense en formulation de politique, et le Secrétaire adjoint à la défense pendant le premier terme présidentiel de George W. Bush et partisan de pointe de la guerre en Irak, a pris la tête dans l'élaboration d'une série de règles de conduite militaire appelée « Conseils pour la planification de la défense », que le Pentagone publie à quelques années d'inter-valle. Le dessein Wolfowitz débattait en faveur d'une stratégie militaire et politique révolutionnaire dans l'ère post-Guerre Froide, en rejetant l'utili-

té de « contenir » comme n'étant qu'une relique de la Guerre Froide. Le plus important, le rapport exigeait l'adoption d'une nouvelle stratégie préemptive d'une part pour remplacer celle de contenir, d'autre part permettant d'agir seul lorsque l'action militaire devient nécessaire.

Ainsi, Wolfowitz défia la primauté des deux politiques aussi bien, contenir que le multilatéralisme. De par les implications, le fait d'adhérer aux principes de loi et aux normes internationales a aussi été placé sous attaque par les personnalités néoconnes émergentes.

Dans cette optique, John Bolton, l'ancien Sous Secrétaire d'Etat pour le Contrôle des Armes et pour la Sécurité Internationale tout en étant un néoconservateur d'influence, a affirmé : « Il s'agit d'une grande erreur pour nous d'accorder quelque validité que ce soit au droit international même lorsque cela semblerait dans notre intérêt à court terme de ce faire – parce que, à la longue, le but de ceux qui pensent que le droit international veut vraiment dire quelque chose, sont ceux qui veulent limiter les Etats-Unis. »¹³ Lorsque le brouillon du commentaire politique de Wolfowitz a été découvert par la presse, la Maison Blanche a ordonné au Secrétaire à la défense Dick Cheney de minimiser l'importance de ce document. L'arrivée à la présidence de Bill Clinton, ledit brouillon a été classé en même temps que les néoconservateurs qui se sont trouvés privés de pouvoir et incorporés dans de diverses cellules de réflexion à Washington.

Le 26 janvier 1998, ces faucons néoconservateurs, sous les auspices d'un Projet visant un Nouveau Siècle Américain, ont envoyé une « lettre ouverte » au Président Clinton en débattant en faveur d'un leadership global américain beaucoup plus fort exercé par voie de « puissance militaire et clarté morale ». ¹⁴ Dans leur lettre, le groupe a revendiqué une remise en cause et à jour de la stratégie militaire américaine au Moyen Orient, surtout par rapport à l'Irak qui, à ce moment-là se basait sur la politique d'endiguement et de sanctions punitives. Les rédacteurs de la lettre ont écrit : « La seule stratégie acceptable est celle qui élimine la possibilité que l'Irak pourra utiliser ou menacer d'utiliser des armes de destruction massive. Dans le proche avenir, ceci veut dire que la volonté d'entreprendre une action militaire à titre diplomatique est clairement en train

d'échouer. Au long terme, cela implique l'éloignement du pouvoir de Saddam Hussein et de son régime. Cela devra nécessairement devenir sujet perspectif de la politique étrangère américaine [au Moyen Orient]. »¹⁵ Les signataires de la lettre incluaient Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, Richard Perle, William Kristol (l'éditeur du magazine néoconservateur influent « *Weekly Standard* », et plusieurs autres membres de l'administration Bush, dont l'ancien Secrétaire adjoint d'Etat Richard Armitage et l'ancien Sous Secrétaire pour le Contrôle des Armes, John Bolton. Après les attaques terroristes du 11 septembre, les néoconservateurs dans l'administration Bush ont découvert un président qui était attentif à leurs prescriptions politiques, et ils ont cherché à exploiter « la guerre contre le terrorisme », comme prétexte pour amplifier leurs programmations. Le 13 septembre 2001, Paul Wolfowitz a déterminé l'ambiance en faisant le lien entre les terroristes du 11 septembre et l'Irak. Dans son « *briefing* » au Pentagone, Wolfowitz a affirmé : « Je pense que l'on doit dire ce n'est pas simplement une affaire de capturer des gens et de les tenir comme responsables,... mais on a besoin de mettre fin aux Etats qui sponsorisent le terrorisme. »¹⁶ Et dans son discours du 20 septembre 2001 à la séance conjointe du Congrès, le Président Bush a informé dans un ton manichéen le monde : « Soit vous êtes avec nous, ou vous êtes avec les terroristes. », ainsi signalant l'ascendant définitif des néocons dans son administration. Dans la même optique, dans son adresse de janvier 2002 sur l'Etat de l'Union, Bush a incorporé l'expression « axe du Mal » exploitée par les néocons, pour se référer non seulement à l'Irak mais aussi à l'Iran et au Corée du Nord – des pays ayant des systèmes sociopolitiques et des histoires culturelles bien différents. Ceci a reflété clairement le penchant messianique des néocons pour voir le monde en termes noir-sur-blanc bien distincts.¹⁷

À qui le tour ?

Les stratèges néoconservateurs ont depuis longtemps considéré une guerre contre l'Irak comme étant le prélude à une intervention plus conséquente en Iran. Tout comme l'a affirmé Michael Ledeen, fonctionnaire de la sécurité nationale américaine et stratège principal du mouvement néoconservateurs : « Je pense que nous allons être obligés de créer une guer-

re régionale [au Moyen Orient], que nous le veuillions ou non,.... Cela pourrait se métamorphoser en guerre pour refaire le monde. »¹⁸ Selon Richard Perle, ancien membre de la Commission très influente de conseils de défense du Pentagone, un changement de régime en Irak aurait un effet domino sur le restant de la région et porterait un message clair en Iran, en Syrie et dans de divers autres Etats de la région. Selon Perle : « Nous pourrions livrer un court message, un message en un mot : « C'est à vous le tour »¹⁹ En plus, un cercle de journalistes néoconservateurs a maintenu en vie dans leurs articles réguliers le battement de tambour pour rythmer le changement de régime en Iran.²⁰ Lors d'un entretien récent avec l'Agence d'actualités *Fars News* d'Iran, Elie Krakowski, conseiller au Pentagone et associé cadre du Conseil en politique étrangère américaine néoconservateur, a confirmé que l'Iran pourrait bien être la prochaine cible de « la guerre contre le terrorisme » livrée par Washington et le foyer de ses politiques de « changement de régime ».²¹

L'administration Bush et les néoconservateurs savent bien que l'Iran est le pays stratégique le plus important de la région, et la clé à leurs desseins à long terme au Moyen Orient. Ils sont également conscients de la nature complexe de la société iranienne et de la constellation de forces à l'horizon de la vie politique iranienne. Donc un assaut contre l'Iran n'implique pas nécessairement une intervention militaire américaine directe. Plusieurs fonctionnaires de haut niveau dans l'administration Bush, y inclus le Secrétaire de la défense Donald Rumsfeld, l'ancien secrétaire d'état Colin Powell, et l'actuelle secrétaire d'état Condoleeza Rice, ont à maintes reprises minimisé la probabilité d'un assaut militaire américain direct sur l'Iran. Néanmoins on ne devrait pas oublier la possibilité d'un tel assaut, au moins en forme limitée, dans le futur. Quelques pontifes néoconservateurs ont suggéré une intensification progressive de la confrontation avec l'Iran. Dans cette optique, l'opposition iranienne exilée peut être enrôlée dans « la guerre contre le terrorisme » en vue de déstabiliser la République islamique et de galvaniser les forces d'opposition en Iran, afin de renverser le gouvernement.

Mais tout comme l'a observé Reuel Marc Gerecht, ancien officier CIA et stratège fauconnier, les Etats-Unis doivent être prêts « de livrer la bataille plus directement aux mollahs » en frappant les unités des

Gardiens de la révolution d'Iran. Selon Grecht, les Etats-Unis ne dispose que de 2 oppositions conséquents vis-à-vis de Téhéran : « Confronter militairement l'Iran du clergé et ses acolytes, ou remettre en place l'embargo pétrolier. »²² La politique de l'escalade de tension avec Téhéran n'a pas été limitée aux cercles néoconservateurs des Etats-Unis. Par exemple, Ivo Daalder et Michael Levi, associés à la « libérale » Institution Brookings, ont récemment recommandé une politique dangereuse envers Téhéran pour sanctionner les allégations de « non respect » des obligations découlant du Traité de non prolifération nucléaire (TNP). Selon Daalder et Levi, cette politique visant confrontation devrait inclure un menu d'options, en commençant par l'imposition de sanctions économiques par voie de l'ONU et ultimement l'utilisation de violence contre les installations nucléaires iraniennes.²³ La stratégie de sécurité nationale de l'administration de Bush, exploitant des « frappes anticipatoires » a aiguisé la crainte du gouvernement iranien, que les Etats-Unis ne s'attaquent à l'Iran et à son industrie de puissance nucléaire naissante.²⁴ En réduisant l'importance de la politique de dissuasion, en faveur de mesures anticipatoires, la nouvelle doctrine nucléaire de Washington rejette en effet les prémisses fondamentale de plusieurs mesures de contrôle d'armements majeures, incluant le Traité de non prolifération. Ainsi, en ce qui concerne l'administration Bush et ses « radicaux tels Robert Joseph (alors fonctionnaire cadre de contre prolifération du Conseil de sécurité national), Douglas Feith (alors Sous secrétaire de défense en matière de politique), John Bolton (alors Sous secrétaire d'Etat), et Stephen Cambone (alors principal Sous secrétaire adjoint de défense), les armes nucléaires ne constituent pas de problème – c'est quand les "méchants" en ont. »²⁵

Ainsi, le Pakistan, qui a été lourdement impliqué dans la prolifération de technologie d'armements nucléaires, a été épargné par l'administration Bush, parce que le régime militaire est « du bon côté » de la guerre de Washington contre le terrorisme.²⁶ En classant les pays en « bons » et « mauvais » ou « malveillants », les faucons néoconservateurs ont réduit les relations internationales, en une construction manichéenne et un jeu apocalyptique, mais ils n'ont pas contribué à notre compréhension de la manière dont le monde civilisé devrait se comporter ni de la manière comment établir un corps gouvernant humain juste et paisible au vingt-et-unième siècle.

Le Défi des armes nucléaires

L'Iran cherche-t-il à compenser sa faiblesse relative en armes conventionnelles, par le développement d'une capacité nucléaire ? Les armes nucléaires sont-elles utiles pour favoriser l'identité militaire iranienne dans la région, et dissuader une menace éventuelle par l'Israël ? Nous ne pouvons répondre à ces questions et à d'autres semblables, d'une manière tout à fait certaine. Bien que les Etats-Unis et l'Israël accusent depuis longtemps l'Iran, de chercher à acquérir des armes nucléaires, les ambiguïtés abondent en termes aussi bien sur les intentions que sur les capacités de l'Iran d'être un état manoeuvrant des armes nucléaires. L'Agence Internationale pour l'Énergie Atomique (AIEA), en dépit de pression intense par les Etats-Unis, n'a pu conclure que les programmes nucléaires de l'Iran aient violé les obligations du pays par rapport au Traité de non prolifération (TNP).²⁷ Compte tenu du fait que l'Israël est un Etat disposant d'armes nucléaires mais non signataire des traités concernant leur prolifération ainsi leur utilisation ; et compte tenu de la stratégie nucléaire ambiguë (opacité) de l'Israël, alors l'Iran possède théoriquement la bonne raison de développer une capacité nucléaire dissuasive contre la menace nucléaire par l'Israël.²⁸ Qui plus est, l'Israël dispose d'une gamme de véhicules de livraison pour lancer ses ogives nucléaires contre tout adversaire régional. Les escadrons F-16 d'Israël, basés à Nevatin et à Ramon, sont « les avions de guerre disposés à porter des ogives nucléaires, en même temps un petit groupe de pilotes a été formé pour effectuer des frappes nucléaires. Les F-4 et F-15 possèdent aussi la capacité nucléaire. »²⁹

En plus, les missiles sol-air Jéricho I et II et Shavit peuvent porter des ogives nucléaires. Les Jérichos I et II ont une portée de 500km et 1.500km respectivement, alors que le Shavit c'est un missile balistique intercontinental (portée: 8.000km). L'Israël a aussi développé une puissance atomique sous-marine, avec son acquisition de trois sous-marins diesels Classe Dolphin (Dolphin, Léviathan et Tekuma). Tout comme l'ont noté Joseph Ciricione, directeur du projet de non prolifération de la Fondation Carnegie, et ancien membre cadre du Comité des Services Armés du Congrès, ainsi d'autres anciens fonctionnaires du Pentagone et du Département de l'état : « Probablement le développement nucléaire le plus important d'Israël est la formation de son armement nucléaire sous-

marin », « parce qu'il donne pour la toute première fois à ce pays une puissance nucléaire composée d'une triade (terrestre, sous-marine et aérienne) ». ³⁰ Enfin, mais non la moindre des choses, l'Israël possède aussi « une capacité nucléaire tactique incluant de petites mines terrestres nucléaires et des ogives nucléaires stratégiques aptes à être tirées par des canons. » ³¹

Fait contrastant à la capacité nucléaire d'Israël : l'Iran ne possède pas d'armes nucléaires – les accusations par l'Amérique et par l'Israël à propos des possibilités nucléaires d'Iran se focalisent sur les *intentions nucléaires présumées* et non sur une *réalité* de frappe nucléaire. C'est pourquoi les dirigeants d'Iran ont souvent argumenté que ce n'est pas la République islamique qui pose la menace nucléaire régionale, plutôt ce sont les armes nucléaires israéliennes qui apportent le plus grand danger à la sécurité et à la stabilité du Moyen orient. Selon un fonctionnaire du ministère des relations extérieures iranien, malgré « des observations soucieuses réitérées par les pays de la région à propos de la menace nucléaire par l'Israël qui serait la principale cause d'instabilité et d'insécurité au Moyen orient, et son refus de permettre un contrôle par une organisation internationale soit essentiellement l'Agence d'énergie atomique internationale, ce régime [le gouvernement d'Israël] continue encore à développer des armes non conventionnelles... » ³²

Le missile Shahab-3 d'Iran, qui a une portée de 1.300km, est le seul armement dans l'inventaire iranien qui peut être considéré comme un véhicule éventuel de livraison nucléaire. Cependant, ce missile est encore dans son étape de mise à épreuve avant développement. Néanmoins, le projet Shahab-3 doit être estimé dans le contexte de la perception iranienne de la menace. Tout comme l'a affirmé Ahmad Vahid, directeur du programme de développement spatial d'Iran : le principal objectif de la République islamique d'Iran pour développer Shahab-3 est de dissuader l'Israël de lancer une frappe anticipées contre des cibles en Iran qui pourraient riposter à une agression israélienne. Vahid a en outre expliqué que l'Iran est tout à fait conscient de l'inventaire d'armements formidable de l'Israël, mais « ils [les Israélis] savent qu'ils ne vivent que dans une maison en verre » ³³ et donc ne peuvent se permettre des projets déraisonnés contre l'Iran.

Scénarios nucléaires : Estimation prudente

Revoyons les trois scénarios principaux qui se discutent depuis une décennie à propos des motivations amenant l'Irak à l'acquisition d'armes nucléaires.

Scénario numéro un

L'Irak a besoin de développer des armes nucléaires afin de dissuader une menace éventuelle en provenance de l'Irak. La Première Guerre du Golfe a révélé l'étendue de l'implication du gouvernement de Saddam Hussein, dans le développement d'armes nucléaires.³⁴ Le régime de Saddam Hussein avait reconnu sa tentative d'obtenir une bombe à radiation destinée à frapper l'Irak en 1987. Dans une lettre à Kofi Annan, secrétaire général de l'O.N.U., Mohamad Douri, Ambassadeur d'Irak à l'O.N.U. a affirmé que : « Les spécialistes irakiens ont étudié les aspects pratiques et techniques de l'idée, [mais] ils l'ont abandonnée au motif qu'elle ne suffisait pas tout en risquant une contamination territoriale qu'il serait ... difficile de neutraliser après l'expulsion de l'envahisseur [troupes iraniennes] »³⁵ Nonobstant la revendication du contraire par le gouvernement de l'Irak, en décembre 1995 un rapport de la Commission Spéciale de l'O.N.U. (UNSCOM) incluait le compte rendu d'une expérience « dans le champs des armements radiologiques » que le régime de Saddam Hussein avait avoué avoir réalisé.³⁶ Dans la même optique, Khidhir Hamza, ancien fonctionnaire cadre du programme d'armements nucléaires de l'Irak qui avait fait défection vers les Etats-Unis en 1994, a revendiqué savoir que Saddam Hussein avait poursuivi son programme d'armements nucléaires alors que le pays avait été sous un régime de sanctions presque total de l'O.N.U. depuis la fin de la Guerre du Golfe de 1991. Dans un discours le 20 juin 2001 à l'Institut d'entreprise américaine, une cellule majeure de réflexion néoconservatrice à Washington D.C., présidée par Hamza a affirmé que le programme d'armements nucléaires d'Irak avait gagné du terrain et que c'était impossible de le renverser tant que Saddam Hussein restait au pouvoir.³⁷ Bien sûr, les faits ultérieurs ont prouvé que Hamza avait fabriqué la plupart de son récit du programme d'armements nucléaires d'Irak, et que les programmes nucléaires irakiens avaient été découverts, et que beaucoup de leur infrastructure avait été

détruit par les inspecteurs d'armements de l'O.N.U. bien avant la chute du régime en 2003.

Etant donné les ambitions nucléaires d'Irak pendant les années 1980 et le début des années '90, l'Iran disposait de « raison de douter des réponses autres que la dissuasion contre la menace d'un Irak nucléaire. »³⁸ Cependant, la fin du régime de Saddam Hussein a dissipé la crainte de l'Iran, que l'Irak possède l'armement nucléaire. De surcroît, les fonctionnaires iraniens avaient maintes fois minimisé l'importance de la riposte « œil pour œil » au défi nucléaire de l'Irak. Bien sûr, l'incertitude à propos de la nature de l'Irak post-Saddam et des intentions des forces d'occupation ainsi que celles des nouveaux dirigeants du pays, pourraient empêcher de dissiper l'appréhension de l'Iran vis-à-vis des défis militaires présentés par l'Etat irakien reconstitué, toutefois la menace nucléaire a certainement disparue.

Scénario numéro deux

L'Iran a besoin d'une puissance nucléaire, afin de dissuader une agression par l'Israël (le seul Etat à armes nucléaires au Moyen Orient), ou même à titre de contrepoids d'une attaque conventionnelle ou nucléaire tactique prononcée par les Etats-Unis contre des cibles en Iran. Le débat à ce sujet est intense dans les milieux du pouvoir en Iran, alors qu'il n'existe qu'à peine en débat public. Le Général Yahya Rahim Safavi, commandant des Gardiens de la République, a effectué la plus rapide et la plus conséquente évaluation du besoin de l'Iran, de développer une puissance nucléaire. Dans un discours à portes fermées adressé en avril 1998 à un groupe de ses officiers, le général Safavi a posé la question rhétorique : « Pouvons-nous résister aux menaces venant de l'Amérique ainsi qu'à son attitude dominatrice, si nous adoptons une politique de détente ? Pouvons-nous déjouer les dangers venant de l'Amérique, si nous proposons un dialogue fondé dans l'histoire des civilisations ? Pourrons-nous protéger la République Islamique, face aux dangers propagés par le sionisme international, si nous signons des conventions interdisant la prolifération d'armes chimiques et nucléaires ? »³⁹ Bien que ce discours ait été exploité par les critiques en Occident, afin de faire porter au gouvernement iranien l'accusation de vouloir développer une gamme étendue

d'armements de destruction massive, les propos de monsieur Safavi ont été effectués dans le contexte d'une lutte aigüe pour le pouvoir dans le pays. En fait, ce discours visait directement le rejet du projet favori du Président Khatami – dialogue entre civilisations – plutôt qu'une déclaration sur la planification stratégique iranienne.

C'est vrai que la République islamique à une conception hostile d'Israël et de sa politique envers les Palestiniens. C'est également vrai que la République islamique conçoit Israël comme étant une menace éventuelle à sa sécurité nationale et craint que le but principal de l'Israël en ce qui concerne l'Iran, ne soit identique à celui de ses sympathisants néoconservateurs américains. Ceci dit, c'est également vrai qu'en ce moment il n'existe aucun conflit stratégique signifiant entre l'Iran et l'Israël qui pourrait obliger ces deux pays à se battre. Même le rejet par l'Iran du « procédé de paix » arabo-israélien n'est pas suffisamment conséquent pour faire dérailler le procédé si des conditions objectives sur le terrain permettent un arrangement mutuellement acceptable entre les Israéliens et les Palestiniens. L'Iran n'est tout bonnement pas un Etat « frontal » du différend arabo-israélite. Au mieux il est joueur de second plan dont les intérêts nationaux sont ailleurs. Tout comme l'a justement observé Shahram Chubin : « L'Iran et l'Israël n'ont aucune différence ni occasion pour engager des hostilités actives, encore moins un échange nucléaire.... Dans l'absence d'une menace directe à l'Israël, ce pays ne pose aucune menace à l'Iran, et certainement aucune qui justifierait l'acquisition par l'Iran d'armes nucléaires. »⁴⁰

Similairement, il est difficile de voir comment l'acquisition par l'Iran d'armes nucléaires pourrait jouer un rôle conséquent dans un conflit militaire Etats-Unis/Iran futur. Etant donné la supériorité apparente des forces militaires américaines, on ne peut imaginer de scénario sérieux où l'Iran utiliserait ses prétendues armes nucléaires non encore élaborées, soit pour dissuader les Etats-Unis ou pour les punir militairement en cas de confrontation militaire directe entre les deux pays.

Les Etats-Unis et la Russie possèdent « 96% de l'inventaire global total de 30.000 armes nucléaires. La plupart des autres appartiennent aux alliés et amis des Etats-Unis : la grande Bretagne, la France et Israël.... Une

petite fraction de l'arsenal de 10.650 bombes américaines riposterait de manière tout à fait ample à toutes les menaces nucléaires à la Patrie américaine, aux alliés et intérêts des Etats-Unis à l'extérieur, ... »⁴¹ Et quoi des pays plus petits dans le golfe Persique ? Est-ce que l'Iran dispose de la possibilité de développer des armes nucléaires afin d'« intimider » ces pays ? Si l'Iran poursuivait une telle option, cela vaudrait invitation aux Etats-Unis de s'immiscer davantage dans la région, pas moins, et forcerait ces petits Etats à développer des liens militaires encore plus rapprochés avec les Etats-Unis, mettant ainsi en échec le but iranien de réduire la présence militaire américaine dans le Golfe Persique.

Scénario numéro trois

L'Iran a besoin de développer sa puissance nucléaire afin de protéger son flanc est. La nucléarisation de l'Asie Sud a certainement rajouté une nouvelle dimension aux soucis sécuritaires de l'Iran. Le soutien du Pakistan pour le mouvement Taliban profondément anti-chiite et anti-iranien en Afghanistan a bafoué l'amitié traditionnelle entre Téhéran et Islamabad. Quoiqu'il apparaisse évoluer une convergence d'intérêts entre l'Iran, le Pakistan et l'Afghanistan post-Taliban, Téhéran reste sur ses gardes en ce qui concerne les buts à long terme d'Islamabad en Afghanistan. D'ailleurs, des attaques contre les citoyens civils iraniens et d'autres Chiites par les militants sunnites ultraconservateurs relèvent de la routine dans les villes majeures pakistanaises depuis deux décades. D'ailleurs l'Iran a développé de proches liens avec l'Inde et conçoit New Delhi en qualité de partenaire stratégique plus conséquent que l'Islamabad. Encore, malgré des relations tendues épisodiques entre le Pakistan et l'Iran, les deux pays restent partenaires en de nombreuses entreprises internationales. En général il est difficile d'envisager un scénario dans lequel l'Iran aurait besoin de développer des armes nucléaires afin de contrer la puissance nucléaire pakistanaise.

Bref, il est inconcevable de développer un scénario réaliste dans lequel l'Iran devrait dépendre d'armes nucléaires afin de mettre en valeur ses intérêts sécuritaires nationaux. D'une part, les armes nucléaires ne sont pas des armes de combat, encore que leur fonction de dissuasion dans l'environnement sécuritaire de l'Iran est hautement questionnable.

D'autre part, en tant que membre du Traité de non prolifération (y inclu son Protocole supplémentaire), la Convention portant sur les armes chimiques, et plusieurs autres accords de contrôle d'armements, l'Iran a accepté toutes les sauvegardes dues à ces traités. Plutôt que de menacer l'Iran par des assauts militaires et des sanctions économiques afin de le forcer de prouver qu'il ne dispose d'aucun programme d'armement nucléaire (on ne peut prouver un négatif), les Etats-Unis peuvent se rallier à leurs alliés européens afin de solliciter davantage de transparence concernant tous les programmes nucléaires iraniens. Les Européens ont accompli beaucoup plus eu cet égard que les néocons de Washington nous permettraient de croire.

Où va la préemption ?

Lorsque David Kay, ancien inspecteur des armes nucléaires et l'homme qui a mené l'effort post-guerre de la CIA afin de localiser les armes de destruction massive de Saddam Hussein, a informé une audience sénatoriale le 28 janvier 2004 qu'il n'existait aucune arme de destruction massive (WMD) en Irak, et que « nous avons presque entièrement tort »⁴², il a frappé un coup dur à la crédibilité des néoconservateurs qui avaient fabriqué et/ou mal interprété des renseignements concernant « la menace imminente » par l'Irak, ce afin de justifier une agression contre l'Irak. Avec le retrait tactique des néocons dans l'administration Bush, Washington parle maintenant moins de la préemption militaire et plus de démocratisation au Moyen-Orient. Selon un rapport de travail rédigé par Washington en vue de la réunion du G-8 de juin 2004 à Sea Island, en Géorgie, les Etats-Unis ont l'intention de redessiner entièrement le Moyen-Orient⁴³, sociopolitiquement et économiquement. En s'appuyant essentiellement sur les données présentées dans l'édition 2003 du Rapport du développement humain arabe (*Arab Human Development Report*) de l'UNDP, un schéma identifie trois secteurs prioritaires démandant à être réformés : la promotion de la démocratie, la construction d'une société basée sur des faits et données réels, et l'expansion des opportunités économiques par des réformes de marché dont la responsabilité financière. Ce qui est alarmant dans ce document n'est pas son agenda ambitieux de reconstruction des nations, plutôt c'est le fait que le

document « ne mentionne pas une seule fois la question palestinienne, et n'explique pas l'évolution politique du monde arabe depuis cinquante ans notamment le conflit et la crise arabo-israélienne – c'est comme mettre en scène la tragédie de Hamlet, en excluant la personnalité principale, le Prince du Danemark. »⁴⁴

Dans le monde arabe, le schéma de réforme a été sévèrement critique aussi bien par les gouvernements que par les intellectuels. En particulier, les rédacteurs arabes du rapport UNDP ont accusé Washington d'avoir fait un usage sélectif de leurs données, afin de faire avancer leurs buts dans la région. Ils se sont plaints que les Etats-Unis possèdent « si peu de crédibilité dans le monde arabe, que plus ils s'associent au rapport UNDP, plus ils dénaturent l'autorité de leur travail »⁴⁵. Les Arabes sont particulièrement provoqués par l'usage sélectif fait par Washington de données d'autrui, ce en négligeant de prendre en compte les nombreuses critiques contre la politique étrangère des Etats-Unis dans le Moyen Orient. Beaucoup de dirigeants arabes, y inclus les alliés américains en Arabie Saoudite et en Egypte, en même temps que l'Union européenne ont aussi réagi négativement au ton et à la portée du plan de travail américain. Les critiques exposent l'absence de consultation pertinente par les Américains, en même temps que l'attitude américaine prétendant que « nous avons toutes les solutions pour tous »⁴⁶. Bref, ce qui manque, c'est le concept de partenariat que la démarche américaine a propagé après le 11 septembre en visant la complexité des problèmes internationaux.

Piquée par ce que les critiques estimaient être l'équivalent politique de la préemption militaire, l'administration Bush a décidé d'une part de mettre de côté sa proposition de la restructuration généralisée du Moyen Orient, d'autre part de ne pas présenter ses propositions à la réunion du G-8 en 2004.⁴⁷ Néanmoins, Washington continuera à faire preuve de fermeté par rapport aux autres soucis des néoconservateurs concernant le Moyen Orient. Par exemple, des sanctions ont été imposées à la Syrie au titre d'être partie prenante à l'Acte pour la restauration de la souveraineté libanaise et de la responsabilisation de la Syrie (H.R. 1828). Cet acte, voté en 2003 a été promulgué le 12 décembre 2003 par le président Bush, tient à « tenir responsable la Syrie pour les graves problèmes sécuritaires internationaux qu'elle a causés au Moyen Orient »⁴⁸ et interdit

l'exportation de produits et de technologie « à double fin » vers la Syrie. L'acte permet aussi au président des Etats-Unis d'interdire les investissements et négoce américains avec la Syrie, d'autre part d'imposer des sanctions supplémentaires (par exemple gêler les avoirs syriens, réduire les contacts diplomatiques) sur Damascus.

La co-rédactrice de l'acte, la députée Ileana Ros-Lehtinen (R-FL), reste une des sympathisantes les plus dévouées d'une politique étrangère musclée envers aussi bien la Syrie que l'Iran. Imad Moustapha, l'ambassadeur syrien aux Etats-Unis a pris à son compte l'essentiel de la politique guerrière de Washington, sans abandonner l'espoir de la recherche d'une paix illusoire au Moyen Orient, lorsqu'il avait observé qu'avec le départ de l'Irak du club de l'« axe de mal », la Syrie « apparaît être la candidate parfaite »⁴⁹ pour le moment. Basé sur la prise de position de l'administration Bush envers l'Iran, surtout pendant son second terme d'office, l'horizon aussi bien pour la Syrie que pour l'Iran s'avère périlleux, en plus du défi pour l'Iran post-Khatami pour concevoir une stratégie conséquente afin de s'en sortir qui est effrayant. Le fait que l'Iran est à présent entouré de plus de 200.000 soldats américains devrait suffire à obliger le pays à mettre de côté ses slogans et à élaborer un système de politique étrangère sophistiqué qui puisse garantir à long terme les intérêts sécuritaires nationaux de l'Iran.⁵⁰ Tout résultat moindre mettra en jeu les générations actuelles et futures d'Iraniens.

* Nader ENTESSAR est Professeur de Sciences Politiques et Directeur du département de Sciences Politiques et de Droit - Spring Hill College - Alabama - U.S.A.

Note

1. Un brigadier américain, cité dans le livre "*Winning and Losing*" de Philip Gourevitch, *The New Yorker*, 22 et 29 décembre 2003, p.53
2. Cité dans « Connecting the Dots of Rumsfeld's Theories », *Los Angeles Times*, 2 avril 2003 <http://www.calendarlive.com/printedition/> Calendar/
3. Président George W. Bush dans sa conférence de presse du 22 février 2005

4. John Bolton, l'Ambassadeur désigné auprès de l'O.N.U., cité par Samantha Power, « *Boltonism* », *The New Yorker*, 21 mars 2005, p.23
5. Déclaration du gouvernement de la République démocratique et populaire d'Algérie, (Déclaration générale), 19 janvier 1981, article 1^{er}, signé entre les Etats-Unis et l'Iran « » *Declaration of the Government of the Democratic and Popular Republic of Algeria (General Declaration), January 19, 1981, Article 1, signed between the United States and Iran.*
6. James Mann, *Rise of the Vulcans: The History of Bush's War Cabinet (Les Volcans: histoire du cabinet de guerre de Bush)*, New York: Viking, 2004. Descriptif plus ample des néoconservateurs: voir Stefan Halper and Jonathan Clarke, *America Alone: The Neo-Conservatives and the Global Order*, New York: Cambridge University Press, 2004, Andrew J. Bacevitch, *The New American Militarism: How Americans Are Seduced by War*, New York: Oxford University Press, 2005, and Ivan Eland, *The Empire Has No Clothes: U.S. Foreign Policy Exposed*, Oakland, CA: The Independent Institute, 2004.
7. Sherle R. Schwenninger, "Revamping American Grand Strategy," (*Ressourcer l'Amérique en Grand Stratège*) *World Policy Journal*, vol. 20, no. 3, Fall 2003, p. 25.
8. Colin Dueck, "Hegemony on the Cheap: Liberal Internationalism from Wilson to Bush," *World Policy Journal*, vol. 20, no. 4, Winter 2003/04, p. 7. Voir aussi Ken Cunningham, "Permanent War? The Domestic Hegemony of the New American Militarism," *New Political Science*, vol. 26, no. 4, December 2004, pp. 551-567.
9. Voir, John Lewis Gaddis, *Surprise, Security, and the American Experience*, Cambridge, MA: Harvard University Press, 2004, passim.
10. Michael Lind, "A Tragedy of Errors," *The Nation*, February 23, 2004, p. 24. Pour bien voir le mouvement général des néoconservateurs : "Neocon 101," rattache spéciale au site du *Christian Science Monitor*: <http://www.csmonitor.com/specials/neocon/neocon101.html>.
11. Gerhard Sporn, "The Neo-conservatives" *New York Times*, August 4, 2003, <http://www.nytimes.com/2003/08/04/international/europe/04SPIE-GEL.html>.

12. Voir Danny Postel, "Noble Lies and Perpetual War: Leo Strauss, the Neocons, and Iraq," sur le site Open Democracy, October 16, 2003, <http://www.opendemocracy.net/debates/article-2-95-1542.jsp>. Aussi conférer Shadia B. Drury, *Terror and Civilization: Christianity, Politics and Western Psyche*, New York: Palgrave Macmillan, 2004, and Anne Norton, *Leo Strauss and the Politics of American Empire*, New Haven, CT: Yale University Press, 2004.
13. Citation du magazine *Insight* magazine, et retrouvable au site <http://www.againstbombing.org/lucier.htm>.
14. Le texte de cette lettre se trouve sur le site Project for the New American Century soit <http://www.newamericancentury.org>.
15. Ibid.
16. Pentagon briefing, September 13, 2003.
17. Bonne vue générale des implications plus larges des idées des néocons, chez Phyllis Bennis, *Before and After: U.S. Foreign Policy and the September 11th Crisis*, New York: Olive Branch Press, 2003, pp. 82-216. Also, see Rahul Mahajan, *The New Crusade: America's War on Terrorism*, New York: Monthly Review Press, 2002, pp. 127-143, and Rahul Mahajan, *Full Spectrum Dominance: U.S. Power in Iraq and Beyond*, New York: Seven Stories Press, 2003, pp. 181-194.
18. Cité dans l'oeuvre de Robert Dreyfuss, "Just the Beginning: Is Iraq the Opening Salvo in a War to Remake the World?" *The American Prospect*, vol. 14, no. 3, March 1, 2003, <http://www.prospect.org/print/V14/3/dreyfuss-r.html>.
19. Ibid. Voir aussi David Frum et Richard Perle, *An End to Evil: How to Win the War on Terror*, New York: Random House, 2004, passim.
20. Voire, par exemple, Jeff Jacoby, "Time for Regime Change in Tehran," *Boston Globe*, March 11, 2004, http://www.boston.com/news/globe/editorial_opinion/oped/articles/2004/03/11/time_for_regime_change_in_tehran.
21. Fars News Agency, March 10, 2004, <http://www.farsnews.com/NewsVm.asp?ID=58011>.

22. Robert Dreyfus, *"Just the Beginning: Is Iraq the Opening Salvo in a War to Remake the World?"* op. cit.
23. Ivo Daalder et Michael Levi, *"Iran's Nuclear Program: The U.S. and EU Have to Come Together,"* *International Herald Tribune*, February 27, 2004, <http://www.iht.com/articles/131435.html>.
24. Pour le texte complet de la stratégie de sécurité nationale de l'administration de Bush, conférer The White House, *"The National Security Strategy of the United States of America,"* September 2002, pp. 1-31. Voir aussi The White House, *"National Strategy to Combat Weapons of Mass Destruction,"* December 2002, pp. 1-6.
25. George Perkovich, *"Bush's Nuclear Revolution: A Regime Change in Nonproliferation,"* *Foreign Affairs*, vol. 82, no. 2, March/April 2003, p. 3. Pour une vue en profondeur de l'idéologie de Douglas Feith, voir Jeffrey Goldberg, *"A Little Learning: What Douglas Feith Knew, and When He Knew it,"* *The New Yorker*, May 9, 2005, pp. 36-41.
26. Pour un récit intéressant du rôle du Pakistan dans la propagation de la technologie nucléaire, voir Seymour M. Hersh, *"The Deal: Why Is Washington Going Easy on Pakistan's Nuclear Black Marketers?"* *The New Yorker*, March 8, 2004, pp. 32-37.
27. Voir par exemple le rapport le plus récent de l'IAEA: *"Implementation of the NPT Safeguards Agreement in the Islamic Republic of Iran,"* GOV/2004/11, February 24, 2004.
28. Pour revoir les options nucléaires de l'Iran, tout au moins dans la perspective occidentale, voir Geoffrey Kemp, ed., *Iran's Nuclear Weapons Options: Issues and Analysis*, Washington, DC: The Nixon Center, 2001. Quant à la littérature concernant la puissance nucléaire d'Israël, elle est volumineuse, mais voir l'analyse équilibrée et avisée d'Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, New York: Columbia University Press, 1998.
29. Neil Sammonds, *"Time for a Dossier on Israel,"* *Middle East International*, no. 685, October 11, 2002, p. 27. Pour l'analyse succincte de la puissance nucléaire d'Israël voir dans Natural Resources Defense Council's Nuclear Notebook, *"Israeli Nuclear Forces, 2002,"* *Bulletin of the Atomic Scientists*, vol. 58, no. 5, September/October 2002, pp. 73-75.

30. Walter Pincus, "Israel Has Sub-Based Atomic Arms Capability," *Washington Post*, June 15, 2002, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/articles/A54225-2002Jun14.html>.
31. Sammonds, "Time for a Dossier on Israel," p. 27.
32. Cité en *Iran Daily*, December 18, 2001.
33. *Iran Times*, October 11, 2002.
34. Exemple: Gary Millhollin, "Saddam's Nuclear Shopping Spree," *The New Yorker*, December 13, 1999, p. 4; Richard Butler, *The Greatest Threat: Iraq, Weapons of Mass Destruction and the Growing Crisis in Global Security*, New York: Public Affairs, 2000, aussi Andrew Cockburn et Patrick Cockburn, *Out of Ashes: The Resurrection of Saddam Hussein*, New York: Harper Collins Publishers, 1999, surtout, chapitre 4.
35. Cité en Column Lynch, "Iraq Worked on Radiation Bomb to Use Against Iran," *Washington Post*, May 12, 2001, p. A19.
36. *Ibid.*
37. Hamza avait fait des revendications similaires dans son ouvrage *Saddam's Bombmaker: The Terrifying Inside Story of the Iraqi Nuclear and Biological Weapons Agenda*, New York: Scribner, 2000.
38. Shahram Chubin, "Iran's Strategic Environment and Nuclear Weapons," in Geoffrey Kemp, ed., *Iran's Nuclear Weapons Options: Issues and Analysis*, p. 24.
39. Citation de Farideh Farhi, "To Have or Not to Have? Iran's Domestic Debate on Nuclear Options," in Geoffrey Kemp, ed., *Ibid.*, pp. 35-36.
40. Shahram Chubin, "Iran's Strategic Environment and Nuclear Weapons," p. 27.
41. Bruce G. Blair, "Rogue States: Nuclear Red-Herrings," *The Defense Monitor*, vol. 33, no. 1, January/February 2004, pp. 1-2.
42. Julian Borger, "Admit WMD Mistake, Survey Chief Tells Bush," *Guardian* (London), March 3, 2004, <http://www.guardian.co.uk/international/story/0,3604,1160819,00.html>.

43. Pour la pleine portée du texte du rapport, see *Middle East Economic Survey*, vol. XLVII, no. 8, February 23, 2004, <http://www.mees.com/postedarticles/politics/ArabPressReview/a47n08c02.htm>.
44. Charles Snow, "US Plans Regional Makeover," *Middle East Economic Survey*, vol. XLVII, no. 8, February 23, 2004, <http://www.mees.com/postedarticles/politics/PoliticalScene/a47n08c01.htm>
45. Roula Khalaf, "Arabs Cry Foul as America Borrows their Reform Agenda," *Financial Times* (London), March 9, 2004, p. 12. Pour la discussion générale de la perte de crédibilité U.S.A. dans le monde arabe, voir Rashid Khalidi, *Resurrecting Empire: Western Footprints and America's Perilous Path in the Middle East*, Boston: Beacon Press, 2004, ch. 5.
46. Guy Dinmore, "EU Cautious on US Plan to Reform Middle East," *Financial Times* (London), March 2, 2004, p. 2.
47. Steven R. Weisman, "U.S. Muffles Sweeping Call to Democracy in Mideast", *New York Times*, March 12, 2004, p. A13.
48. Shirl McArthur, "President Bush Has the Last Word on Syria Accountability Act," *Washington Report on Middle East Affairs*, vol. 23, no. 3, April 2004, p. 30.
49. Salamander Davoudi, "US to Impose Tough Sanctions on Damascus," *Financial Times* (London), March 11, 2004, p. 5.
50. Pour la revue en détail des déploiements de troupes américaines dans le Moyen-Orient, en Asie Centrale et les régions limitrophes, voire Warren L. Nelson, , "200,000 U.S. Troops Surrounding Iran", *Iran Times*, April 15, 2005, pp. 11-12.



